

***Dossier Thématique N° 1***

**MSF-CIS (Celula Inter-Secções),  
Mozambique:**

**Système de Collecte de Données  
Portant sur la Sécurité Alimentaire et  
les Mouvements de Population**

Tine Dusauchoit

*Mars 1994*

**Veillez envoyer vos observations sur ce dossier au:**

Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation"  
Overseas Development Institute  
Regent's College  
Inner Circle  
Regent's Park  
London NW1 4NS  
United Kingdom

Une copie sera envoyée à l'auteur.

**Certaines observations seront publiées dans le Bulletin d'Information.**

**ISSN:** 1353-8705

© Overseas Development Institute, London, 1994.

Des photocopies de tout ou partie de la présente publication sont autorisés, dans la mesure où la source d'information est mentionnée. Toutefois, la documentation du réseau reproduite en grand nombre, doit être référée à l'ODI qui en détient les droits d'auteurs. Le coordinateur du Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation" serait reconnaissant d'être informé de tout usage de la documentation du réseau aux fins de la formation, de la recherche ou aux fins de la conception, mise en application ou évaluation de programmes.

**MSF-CIS (Célula Inter-Secções), Mozambique:  
Système de Collecte de Données  
Portant sur la Sécurité Alimentaire et les Mouvements de Population**

Tine Dusauchoit<sup>(1)</sup>

---

**Table des Matières**

	<b>Page</b>
1. Introduction	1
2. Raison d'Etre du Projet	2
3. Aspects Opérationnels	6
4. Méthode d'Analyse des Données	8
5. Fonctionnement et Rôle du CIS dans le Contexte de la Sécheresse	12
6. Le Contexte Post-Sécheresse et Après-Guerre	17
7. Forces et Faiblesses du Système CIS	18
8. Quel Avenir (si avenir il y a) pour le CIS?	20
9. Est-il Possible d'Entreprendre Ailleurs des initiatives semblables	22
Références	25
Acronymes	26
Tableau: Processus de Collecte de Données, MSF-CIS	
Carte: ONGs Nommées pour Chaque District représentant la situation à la fin de 1993	

---

1. *Tine Dusauchoit* est la Coordinatrice du CIS au Mozambique et peut être contactée à Célula inter-Secções, Avenida Amilcar Cabral, 842, c.p. 1653, Maputo, Mozambique.

# **MSF-CIS (Célula Inter-seccões), Mozambique :**

## **Un système de collecte de données portant sur la sécurité alimentaire et le mouvement des populations**

### **1. Introduction**

L'Afrique Australe a connu au cours de la saison des pluies de 1991-92 une sécheresse très répandue considérée comme la plus sévère de ces cinquante dernières années et probablement de ce siècle. Cette sécheresse a porté à son paroxysme la situation d'urgence chronique déjà existante au Mozambique due à la guerre civile entre le gouvernement (FRELIMO) et le RENAMO. La guerre qui s'est déclarée peu après l'indépendance en 1975 a provoqué le déplacement massif des populations aussi bien à l'intérieur du pays que vers les pays voisins, la destruction des infrastructures économiques, administratives et sociales (ponts, usines, installations de santé, écoles), des attaques contre le transport routier nécessitant le recours à des convois escortés ou au transport aérien entre les zones contrôlées par FRELIMO et bouleversant ainsi les activités commerciales normales<sup>(1)</sup>. L'Appel d'Urgence lancé à Paris en mai 1992 par le gouvernement du Mozambique cite le chiffre de 3,1 millions de personnes ayant besoin d'aide alimentaire, dont 1,8 m touchées par la guerre et 1,3 m touchées par la sécheresse. La population totale du pays était alors estimée à 16,2 millions, dont 1,5 millions de réfugiés dans les pays voisins.

Médecins Sans Frontières (MSF) est une organisation non gouvernementale (ONG) internationale qui assiste les populations en situation d'urgence (sinistres, conflits, etc.). Elle intervient essentiellement dans le domaine de la santé et des problèmes s'y rapportant (nutrition, hygiène). MSF travaille au Mozambique depuis 1985. En avril 1992, lors du démarrage du projet CIS, cinq sections nationales de MSF intervenaient sur le terrain dans 7 des 10 provinces. Il s'agissait de MSF-Belgique, intervenant dans des zones de la province de Tete et Inhambane ; MSF-France,

---

1. Pour une explication complète du conflit, de son impact sur la population et de l'utilisation de la famine et de la nourriture comme instruments de guerre, voir Africa Watch (1992).

intervenant dans des zones des provinces de Zambezia, Manica et Sofala ; MSF-Pays-Bas, intervenant dans des zones des provinces de Niassa et Nampula ; ainsi que MSF-Espagne et MSF-Suisse, intervenant toutes deux dans la province de Maputo. Démarrés sous forme d'interventions d'urgence, ces programmes sont devenus progressivement ce que l'on pourrait qualifier de "programmes à plus long terme dans un contexte instable". Les activités de préparation aux situations d'urgence ont constitué une partie importante de ces programmes.

A partir de 1984, lorsque le gouvernement FRELIMO a autorisé la première ONG internationale à s'établir et intervenir dans le pays, le nombre des ONGs internationales intervenant au Mozambique s'est rapidement accru, les bailleurs de fonds bilatéraux encourageant ce processus en faisant passer une part de plus en plus importante de leur aide par l'intermédiaire des ONGs. Dès le début de 1992, plus de 100 ONGs intervenaient au Mozambique dans le cadre de programmes très divers en termes d'activités et d'approches. La communication entre les ONGs était pourtant limitée. S'il existait une certaine collaboration au niveau provincial, celle-ci était pratiquement inexistante au niveau national. Même au sein des différentes sections de MSF, la collaboration était assez limitée.

En octobre 1992, peu après le démarrage de nombreuses initiatives visant à faire face à sécheresse, un Accord général de Paix était signé à Rome entre FRELIMO et RENAMO. Ceci modifia profondément les conditions du pays et le contexte d'intervention des ONGs. Des mouvements de population à grande échelle commencèrent surtout à partir des zones urbaines et périurbaines vers les zones rurales et, plus tard, par le retour des réfugiés. Une amélioration considérable de la logistique et des communications permit bientôt aux ONGs d'étendre leurs activités aux zones autrefois contrôlées par le RENAMO ou extrêmement dangereuses.

## **2. Raison d'Etre du Projet**

Dès le début d'avril 1992, des signes avant-coureurs laissaient pressentir que les

effets de la sécheresse seraient sévères et que les organisations d'aide d'urgence et de réhabilitation auraient à renforcer leurs activités. MSF avait alors plusieurs possibilités pour faire face à la sécheresse, telles que l'expansion des activités d'alimentation complémentaire et thérapeutique et le démarrage ou l'expansion des programmes d'approvisionnement en eau et d'hygiène, MSF possédant une expérience considérable dans ce genre d'activités.

Lorsque les cinq sections de MSF se réunirent pour la première fois afin de discuter de l'impact et des implications de la sécheresse, il s'avéra, en dépit de l'accord général sur la gravité du problème dans son ensemble, que les renseignements disponibles sur la situation au niveau des districts étaient subjectifs et sporadiques. Par ailleurs, compte tenu de la disponibilité limitée des ressources financières, matérielles et humaines, les différentes sections de MSF s'accordèrent sur la nécessité de cibler les districts et les populations les plus nécessiteux. Pour ce faire, un système d'information capable de fournir des renseignements opérationnels sur la situation actuelle dans les districts s'imposait.

Plusieurs systèmes d'information existaient alors et sont toujours en opération en 1994. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, les principaux systèmes sont:

- ! Le "Boletim de Nutrição" (Bulletin de nutrition) du Ministère de la Santé, publié trimestriellement, donne un aperçu de la croissance insuffisante des enfants et de l'insuffisance pondérale à la naissance dans tous les districts, intégrant les résultats des études nutritionnelles. La série de données est très complète, mais comme elle doit être transmise du district au niveau provincial et ensuite au niveau national, plusieurs mois s'écoulent généralement entre la collecte des données et la diffusion des résultats.
  
- ! Le "Sistema Nacional de Aviso para a Segurança Alimentar" (Système national d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire), mis en oeuvre par le Ministère de l'Agriculture avec le soutien de la FAO, produit plusieurs publications. Le "Boletim Trimestral" (Bulletin trimestriel) présente un aperçu national des données agro-

météorologiques et de la condition des principales cultures. Le temps qui s'écoule entre la collecte et la dissémination des données analysées est de plusieurs mois. Le "Relatório Mensal" est une publication mensuelle qui décrit les conditions agro-météorologiques courantes et donne un aperçu de la campagne agricole. Pendant la saison des pluies, un rapport décennal ("Relatório agromet decadal") est également publié faisant le point sur la situation agro-météorologique.

- ! Le "Boletim Mensal de Informação do Mercado" (Rapport mensuel d'information sur le marché), publication mensuelle du Ministère de l'Agriculture/Université de l'Etat de Michigan, collecte des données sur le prix de certains produits aux différents niveaux du système de commercialisation.
  
- ! Le Service de Sécurité alimentaire du Ministère du Commerce publie un "Boletim Trimestral de Segurança Alimentar (Rapport trimestriel sur la sécurité alimentaire) qui, en plus de l'aperçu national des données agro-météorologiques et de la condition des cultures, donne un aperçu du bilan céréalier pour l'année de commercialisation en cours et de la situation du programme d'importation. Il existe également une mise à jour qui fait le point sur le bilan alimentaire du secteur commercial ainsi que sur la situation des importations.

Hormis ces publications régulières produites par le gouvernement et services gouvernementaux, des rapport du PAM, de la FAO et d'autres agences de l'ONU, des rapports de missions d'évaluation et des rapports de visites,.. peuvent également fournir de précieux renseignements. En dépit de toutes ces différentes sources d'information, il n'y avait alors encore aucun système de rapports réguliers et ponctuels permettant d'apprécier la situation de sécurité alimentaire et de nutrition au niveau des districts. Les informations, dispersées sur plusieurs publications, étaient rarement produites au moment opportun ou décomposées au niveau des districts. Au début de 1992, les différentes sections de MSF étaient opérationnelles dans 45 des 127 districts du pays, encore que la nécessité d'utiliser

des charters à cause de l'inaccessibilité et de l'insécurité ait réduit cette présence dans certains districts à quelques heures par mois. Il y avait donc au sein de MSF la possibilité de créer un système d'information permettant d'assurer la couverture d'une grande partie du pays. MSF décida donc de mettre en place un nouveau système d'information dont les premiers objectifs, d'après la proposition d'origine, furent les suivants :

- ! permettre aux équipes du MSF sur le terrain d'apprécier la gravité de la situation nutritionnelle et la disponibilité de denrées alimentaires;
- ! établir des priorités pour les différentes équipes du MSF et autres organisations en termes de zones géographiques et de types d'intervention;
- ! transmettre les informations, dûment analysées et synthétisées, à d'autres institutions et organisations intéressées (organismes gouvernementaux, agences de l'ONU, la Communauté Européenne, d'autres ONGs, bailleurs de fonds, etc.);
- ! intégrer les informations dans le processus de prise de décisions au sujet de l'affectation des ressources, par exemple le plan de distribution alimentaire au niveau des districts;
- ! représenter les sections MSF dans tout ce qui touche à la sécheresse et à la sécurité alimentaire.

Le projet démarra officiellement en mai 1992, financé initialement par MSF lui-même. Le questionnaire pour la collecte des informations mensuelles fut élaboré en mai/juin et envoyé aux équipes sur le terrain en juillet. Le premier de la série des bulletins mensuels, couvrant le mois de juillet, fut publié en août 1992. Dès le début, CIS a recherché vivement la participation d'autres ONGs et d'autres organismes pour la création du système.

Une proposition de financement fut préparée et soumise à l'UNICEF (à Maputo) ainsi qu'à la CE (à Bruxelles) en juillet 1992. L'UNICEF accorda un financement immédiat pour une période de neuf mois (jusqu'au mois de mars 1993). A l'heure actuelle, le projet est financé par la CE (décembre 1992 - juin 1994).

### **3. Aspects Opérationnels**

MSF possède déjà de l'expérience dans la mise en place de systèmes d'information, notamment des systèmes d'alerte précoce et d'évaluation de l'état de santé/nutritionnel. En collaboration étroite avec l'Association Européenne pour le Développement et la Santé (AEDES), MSF a mis sur pied des systèmes d'alerte précoce au Tchad et au Mali. L'assistance technique de l'AEDES a donc été sollicitée pour l'élaboration des questionnaires et des méthodes de collecte des données de base telles que les informations démographiques, l'accessibilité des populations et les stratégies de survie. Le projet continue de bénéficier de l'assistance technique de l'AEDES. Le système ainsi mis au point utilise les ONGs intervenant dans différents districts pour la collecte et transmission mensuelles des informations, le CIS précisant les informations à collecter (sous forme d'un questionnaire élaboré par le CIS) et fournissant un appui aux ONGs (sous forme d'un financement limité permettant aux ONGs d'employer ou payer les frais "d'enquêteurs" locaux et d'une formation pour les enquêteurs et certains agents de l'ONG).

Pour chaque district couvert par le CIS, une ONG (désignée par le CIS) se charge de vérifier et de compléter les données, ainsi que d'envoyer à Maputo les questionnaires remplis à temps pour que les données puissent être incorporées au bulletin mensuel. Dans certains districts, plusieurs ONGs s'occupent de la collecte des données, mais c'est l'ONG désignée qui se charge de compiler et de transmettre celles-ci. Les questionnaires sont remplis tous les mois par des enquêteurs locaux. Il s'agit de Mozambicains résidant dans les districts identifiés par l'ONG chargée de la collecte de données dans le district concerné. Ils reçoivent une formation sur la façon de remplir le questionnaire, soit directement par le CIS soit par l'ONG concernée, les membres de l'équipe de l'ONG ayant reçu une formation préalable

par le CIS à Maputo ou sur le terrain.

L'ONG intervenant dans le district passe des contrats avec les enquêteurs locaux qui ont parfois pour seule tâche de collecter des données pour le CIS, mais dont une grande partie participe à d'autres activités. Dans la province de Gaza, l'ONG qui avait initialement passé le contrat avec les enquêteurs locaux est partie à la fin de la sécheresse et le CIS, souhaitant toujours recevoir des informations sur cette zone, s'est donc chargé d'employer directement les enquêteurs locaux. La province de Gaza étant située près de Maputo, il est possible d'entretenir des contacts réguliers avec eux. Tous les enquêteurs reçoivent une rémunération sous forme d'un salaire mensuel ou bien d'une prime de rendement, le CIS assurant le financement nécessaire. Etant donné que les salaires payés par les différentes ONGs ne sont pas les mêmes, le CIS se met d'accord avec l'ONG concernée sur le montant à payer. Tous les paiements sont effectués en devise locale (Meticais). En règle générale, les enquêteurs reçoivent l'équivalent de 5 - 10 US\$ par mois. Les enquêteurs employés directement par CIS (à Gaza) collectent des informations dans un plus grand nombre de sites et reçoivent donc un salaire plus élevé, équivalant à 80 US\$ par mois, plus 50 US\$ par mois à titre de frais de transport.

Les enquêteurs collectent des informations à travers leurs propres observations et investigations ou bien grâce à d'autres organismes intervenant dans le district. A titre d'exemple, les informations concernant la disponibilité et le prix des produits de base sur le marché local sont collectées directement par les enquêteurs, tandis que les données sur la croissance insuffisante des enfants proviennent du directeur de la santé du district et les données concernant les distributions alimentaires gratuites sont obtenues par les organismes concernés.

Pendant les premiers mois d'opération du CIS, la plupart des ONGs ont envoyé les questionnaires par courrier ou les ont fait porter par des personnes de confiance. Dans plusieurs cas, les informations ont dû être transmises par radio à ondes courtes. Au cours de 1993, la situation s'est considérablement améliorée suite à l'Accord de Paix. En particulier, le transport par voie de terre entre les districts et les capitales provinciales est devenue beaucoup plus facile grâce au rétablissement de la circulation régulière et à l'amélioration des télécommunications - presque tous

les bureaux des ONGs dans les capitales provinciales possèdent actuellement des télécopieurs. Si la plupart des questionnaires continuent de parvenir au CIS par courrier, les transmissions par fax représentent le second moyen de communication.

En ce qui concerne le personnel à Maputo, l'équipe CIS est passée de deux membres au début du programme à cinq à partir de février 1994 (4 expatriés et 1 Mozambicain). L'élargissement de l'équipe a accru l'étendue des compétences techniques. L'équipe a su maintenir un niveau élevé d'enthousiasme, essentiel si les délais très serrés de production du bulletin mensuel doivent être respectés. Ce mélange de compétences techniques complémentaires et d'enthousiasme explique le fonctionnement efficace du CIS. La production du bulletin mensuel prend environ un tiers du temps de travail de l'équipe et représente toujours l'activité la plus importante. Le reste du temps est consacré principalement aux visites sur le terrain, ayant pour but d'améliorer la couverture du système, maintenir le contact avec les ONGs participantes, former les enquêteurs locaux et se tenir au courant des changements incessants dans les différentes zones du pays. Par ailleurs, des enquêtes nutritionnelles sont menées conjointement avec des ONGs dans certains districts.

Quels sont les coûts de fonctionnement du système ? Une subvention initiale de 252.000 US\$ reçue de l'UNICEF a servi à financer la première phase du projet, à savoir de janvier 1992 à mars 1993. Depuis, les frais du projet sont couverts par des fonds octroyés par la Communauté Européenne. Un total de 181.000 ECU (l'équivalent de 203.000 US\$) a été accordé entre les mois d'avril et décembre 1993. Les dépenses étant plus ou moins constantes pendant cette période, la moyenne des frais mensuels a tourné autour de 23.000 US\$. Afin de placer ces sommes dans le contexte des frais globaux du programme d'urgence, il convient de signaler que l'Appel de mai 1992 a sollicité un total de 457 millions de US\$ dont 250 millions ont été promis dès la mi-novembre de la même année.

#### **4. Méthode d'analyse des données**

Dès le début, le CIS s'est efforcé de classer les districts selon les quatre catégories "apparemment bonne" (aparentemente boa), "à surveiller" (a vigiar), "préoccupante" (preocupante) et "grave" (grave). Si ces classements ont constitué un élément important du bulletin mensuel, il convient de signaler qu'ils ont toujours été complétés par des rapports écrits sur la situation dans chaque district. Dès le début, le CIS s'est efforcé de déterminer le comportement "normal" servant de base de comparaison pour certains indicateurs. 16 ans de guerre civile ont eu pour conséquence l'intégration des stratégies de survie élaborées dans le contexte de la guerre dans les stratégies 'normales' de vie de la population.

Lors du démarrage du CIS, les critères permettant de déterminer le classement à accorder à chaque district faisaient partie d'un système de points basé entièrement sur des indicateurs quantitatifs. Les indicateurs quantitatifs utilisés comptaient entre autres: le nombre de nouveaux arrivants ; l'augmentation en pourcentage d'enfants sous-alimentés à soigner ; l'augmentation en pourcentage des prix des denrées alimentaires dans les marchés locaux. Une telle dépendance vis-à-vis des indicateurs quantitatifs était sans doute inévitable lors de la première phase du projet, avant que le personnel CIS n'ait obtenu une connaissance plus détaillée de la situation au niveau des districts.

Le système de points a été abandonné par la suite pour plusieurs raisons. Les données se sont révélées être d'une qualité très variable. Il s'est avéré bien souvent difficile d'utiliser les données pour comparer la situation entre districts et pour définir la situation 'normale/de base' dans des districts particuliers.

Les visites sur le terrain et les contacts avec les différentes équipes permirent de mieux connaître la situation dans les différents districts et de constater la nécessité de prendre en compte d'autres facteurs importants.

Bien qu'il existe des critères permettant d'interpréter certains indicateurs, la "rigidité" d'application de ces critères doit tenir compte de facteurs tels que le type de données (quantitatives/ qualitatives), la qualité des données, d'autres informations pertinentes, l'accessibilité de la population et le caractère chronique ou transitoire de la situation. Par exemple, lorsqu'il s'agit de déterminer le risque

que présentent les rapatriés, il importe non seulement de considérer leur nombre, mais aussi de savoir si des organisations d'aide se trouvent sur place pour fournir les services nécessaires. Les taux sur la croissance insuffisante des enfants et les données sur l'insuffisance pondérale à la naissance sont utiles pour déterminer l'état nutritionnel et comportent les limites bien définies qu'applique le Ministère de la Santé. Cependant, si une étude nutritionnelle vient d'être menée et fait état d'une situation différente, il convient d'en tenir compte.

Depuis l'abandon du système rigide de points, le processus de classement s'est servi d'un cadre analytique qui compte davantage sur les indicateurs qualitatifs et le jugement de l'équipe CIS basé sur toutes les informations quantitatives et qualitatives disponibles. Tout d'abord, les catégories "apparemment bonne", "à surveiller", "préoccupante" et "grave" sont affectées à six "thèmes" pour chaque district fournissant des données, à savoir les mouvements de population, la situation du marché, les stocks alimentaires, la situation nutritionnelle, l'aide alimentaire, la situation sanitaire.

Les mouvements de population (*movimento de população*) sont évalués à partir du nombre de personnes qui arrivent, de leur état de santé générale et de la capacité de l'infrastructure locale à les accueillir.

La situation du marché (*situação nos mercados*) est déterminée par la quantité de produits disponibles sur le marché et les prix des denrées de base évalués par rapport aux besoins de la population (c'est-à-dire la récolte locale et l'accès à d'autres marchés).

Les stocks de denrées alimentaires (*reserva alimentar*) représentent une estimation de l'état des réserves de production locale réalisée à partir des rapports sur les récoltes et des enquêtes sur les stocks au sein des ménages menées par les enquêteurs locaux.

La situation nutritionnelle (*situação nutricional*) est évaluée à partir des données fournies par les différentes structures sanitaires, les centres et enquêtes nutritionnels.

L'aide alimentaire (*ajuda alimentar*) est évaluée à partir de la quantité de la ration, du pourcentage de la population recevant ces rations et de la régularité de la distribution.

La situation sanitaire (*situação sanitária*) est déterminée à partir des informations sur les taux de morbidité et la présence de la rougeole et des maladies diarrhéiques (y compris le choléra) ayant un impact important sur la mortalité et l'état nutritionnel des populations.

Un classement "global" est décidé pour chaque district à partir du classement accordé pour chacun des thèmes. Il ne s'agit pas d'une simple addition, puisque l'équipe affecte des coefficients différents, quoique approximatifs, aux six thèmes.

Le traitement des informations provenant des questionnaires et la compilation des bulletins sont effectués de la façon suivante. Les données des questionnaires reçus au bureau CIS sont dépouillées par l'équipe. Chaque membre de l'équipe analyse les données de 2 ou 3 provinces, la responsabilité de rédiger le rapport pour les différentes provinces étant assumée à tour de rôle par les membres de l'équipe, afin de permettre à chacun de se familiariser avec la situation dans l'ensemble du pays. Les données des questionnaires sont tout d'abord enregistrées sur un tableur LOTUS, chaque localité ayant son propre fichier. Aucune analyse statistique n'est effectuée, les tableaux servant essentiellement de support visuel permettant d'envisager les tendances au niveau du district en question. Une fois les différents tableaux mis au point, une description de la situation actuelle est rédigée pour chaque district pour lequel des données en format standardisé ont été reçues. Dans la mesure du possible (c.à.d. lorsque la communication par téléphone, fax ou radio est possible), le CIS se met en contact avec les équipes sur le terrain chargées de préparer les questionnaires pour demander des éclaircissements sur des points particuliers ou des renseignements supplémentaires, aussi bien que pour discuter et commenter l'interprétation globale du CIS sur les données. Les communications par fax ont un rôle particulièrement important à cet égard.

Le CIS collecte et utilise également d'autres types d'informations. Des rapports préparés par des organismes gouvernementaux, des agences de l'ONU et des

ONGs, sous forme de bulletins, rapports de visite, rapports d'activité, etc., (voir Tableau 1 pour un aperçu du processus de collecte de données) sont pris en compte lors de la rédaction des descriptions de la situation dans le district. Du fait de leur diversité au niveau de l'analyse, de la perspective disciplinaire et l'approche, ces autres sources d'informations permettent souvent de compléter très utilement les informations dérivant des questionnaires.

Lors du processus d'analyse qui s'étend sur deux jours, les données sont comparées de façon longitudinale et transversale. Les autres sources d'informations (voir ci-dessus), ainsi que les connaissances contextuelles des équipes, sont intégrées lors des discussions.

## **5. Fonctionnement et Rôle du CIS dans le Contexte de la Sécheresse**

Le CIS a été initialement conçu pour fonctionner comme système de contrôle dans le contexte de la sécheresse : son sigle représentait alors "Cellule Inter-MSF Sécheresse". Pendant les tous premiers mois, les informations provenaient exclusivement des différentes sections de MSF. Néanmoins, d'autres ONGs et organismes commencèrent bientôt d'adhérer au système. Depuis le début de 1994, 60% environ des informations reprises dans le bulletin proviennent des sections MSF et le reste d'autres sources (voir Carte des ONGs nommées pour chaque district, représentant la situation à la fin de 1993). Les programmes des organismes collaborant initialement avec le CIS portaient essentiellement sur la santé et la nutrition, tandis que les ONGs actuellement participantes s'occupent de toute une série d'activités dans les domaines de la santé, l'agriculture, la distribution alimentaire, etc. Parmi les collaborateurs "réguliers", autres que MSF, se trouvent entre autres: Action Aid, l'Agence Internationale contre la Faim (AICF), Food for the Hungry International (FHI), le Service des Volontaires Finlandais (FVS), le Comité International de la Croix Rouge (CICR), la Fédération Internationale de la Croix Rouge/Croix Rouge Mozambicaine (FICR/CRM), le Comité Mozambicain de Santé, OXFAM-UK, Save the Children Fund (SCF-UK), Save the Children Federation (SCF-US), Terre des Hommes (TdH), World Relief et Vision Mondiale. Des contributions importantes sont également apportées par le gouvernement

mozambicain (Ministère de la Santé, Ministère de l'Agriculture) et les agences de l'ONU telles que le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et notamment le Bureau des Nations-Unies pour la Coordination de l'Aide Humanitaire (UNOHAC).

Les ONGs sont influencées par différents facteurs dans leur décision de contribuer au CIS, entre autres les objectifs de l'organisation, la disponibilité de personnel pouvant se consacrer au CIS, leur opinion sur l'utilisation et l'utilité du système. La disponibilité du personnel est un élément important pour de nombreuses ONGs, car la collecte de données pour le CIS vient s'ajouter à la charge de travail existante des organisations participantes et, pour de nombreuses organisations, la période suivant la signature de l'Accord de Paix en octobre a signifié une augmentation considérable de leur charge de travail. En revanche, le CIS peut fournir une assistance technique aux organisations participantes sur le plan de la conception et de la réalisation d'études nutritionnelles et socio-économiques, de l'analyse des résultats et de la rédaction des recommandations. L'assistance technique fournie aux organisations participantes est devenue un aspect important dans le travail du CIS.

La dissémination d'informations à travers le bulletin mensuel représente la pierre angulaire des activités du CIS. Le tirage initial de 60 copies par mois s'est rapidement élargi à plusieurs centaines. Le bulletin est largement diffusé aux niveaux central, provincial et des districts - dans ce dernier cas pour renvoyer l'information à ceux qui ont participé à la collecte des données. Les organisations qui reçoivent le bulletin comprennent :

- ! **Les organismes gouvernementaux** : au niveau national, les Ministères de la Santé, de l'Agriculture, du Commerce et de la Coopération, la Commission d'Urgence Nationale ; au niveau provincial et des districts, les Directions de la Santé, les Commissions d'Urgence, les Gouverneurs et les Administrateurs de District.
  
- ! **Les agences de l'ONU** : au niveau national, UNICEF, UNOHAC, UNHCR, FAO, PAM, PNUD, OMS,... ; au niveau provincial, les

représentants UNOHAC, les agents de suivi alimentaire du PAM, les agents de terrain de l'UNHCR.

- ! **Les ONGs** : les principales ONGs nationales et internationales au niveau de Maputo ; les représentants au niveau des districts reçoivent le bulletin s'ils y contribuent ou s'ils le demandent.
- ! **Les bailleurs de fonds** : la Communauté Européenne, l'USAID, d'autres bailleurs de fonds bilatéraux, les ambassadeurs, etc.
- ! **Les autres destinataires** : les représentants du RENAMO aux niveaux national et provincial, les représentants des églises, les agences de presse, etc.

Des dispositions souvent complexes ont été prises afin d'établir un système de distribution permettant de faire parvenir le bulletin aux destinataires au niveau des provinces et districts en temps voulu. Il est important de poursuivre les efforts pour que ces dispositions soient respectées.

Des efforts considérables ont été réalisés afin que les données soient présentées de la façon la plus claire possible, le bulletin se sert donc abondamment de cartes et de tableaux. Pendant la première phase du programme, des changements ont été apportés régulièrement afin d'augmenter la couverture et d'améliorer le questionnaire et la présentation des données.

Une enquête auprès des utilisateurs a été menée vers la mi-1993 en vue de déterminer quel usage a été réservé aux informations contenues dans le bulletin par les différents destinataires. Malheureusement, le taux de réponse a été faible, ne comptant que 40 réponses (reçues principalement d'ONGs et de bailleurs de fonds) sur 229 questionnaires envoyés.

Comme on aurait pu le prévoir, les ONGs sont particulièrement intéressées par les informations concernant les districts où se déroulent leurs programmes et aux possibilités de faire face aux changements de priorités à ce niveau-là. Les bailleurs

de fonds eux s'intéressent plutôt à la situation provinciale et nationale, au suivi de l'évolution de la situation et à l'identification de besoins non satisfaits. Pour la plupart des personnes sondées, le bulletin sert principalement à comparer l'importance des besoins dans les différentes régions du pays et à faciliter la coordination des activités des ONGs.

Etant donné que les recommandations formulées par le CIS, par exemple au sujet des besoins prioritaires dans des zones données, n'entrent dans aucun mécanisme qui puisse y répondre directement, il n'est pas garanti que les recommandations seront toutes suivies. Néanmoins, le bulletin parvient à de nombreux acteurs intervenant dans le domaine de l'aide d'urgence et joue un rôle au niveau de leurs différents processus de prise de décisions - bien qu'il soit impossible, en règle générale, de mesurer l'influence des informations sur leurs décisions. Néanmoins, il existe plusieurs cas d'actions spécifiques découlant des informations de CIS :

- ! L'absence de distributions de denrées alimentaires sur une longue période dans le district de Morrumbala dans la province de Zambesia et ses conséquences pour l'état nutritionnel des populations ont été signalées dans le bulletin du mois de septembre 1992. Ceci, associé aux pressions exercées par MSF-F (l'ONG responsable de la collecte de données dans ce district) aux niveaux provincial et central, a débouché sur la réparation des routes permettant de reprendre les distributions alimentaires.
- ! Les données collectées par le CIS, ainsi qu'une étude nutritionnelle menée en collaboration avec le CIS dans le district de Mandimba dans la province de Niassa, ont mis en évidence une situation nutritionnelle précaire en janvier 1993. Le PAM et la DPCCN ont rapidement organisé des livraisons de denrées alimentaires.
- ! En février 1993, le PAM projetait de réduire les quantités de maïs à distribuer, de 15 kg/personne/mois à 10,5 kg/personne/mois, dans les provinces de Gaza, Inhambane, Sofala, Manica et Tete, parce qu'il considérait qu'il y avait trop de maïs disponible sur les marchés

locaux. Lors de la réunion où cette proposition a été discutée, le CIS a pu prouver que l'argument du PAM, s'il s'appliquait certainement aux marchés de Maputo et de ses environs, n'était pas valable pour les marchés ruraux des provinces mentionnées ci-dessus. Le CIS a recommandé de différer les changements proposés par le PAM jusqu'à ce que les premières évaluations de la prochaine récolte soient disponibles. Plusieurs autres organisations ont avancé les mêmes arguments, se référant dans plusieurs cas aux informations du CIS, et les rations n'ont été réduites qu'après la récolte.

Le CIS a également joué un rôle dans l'amélioration des communications et de la collaboration entre les ONGs ainsi qu'entre les différentes sections de MSF. Ceci s'est produit de plusieurs façons :

- ! Le CIS a développé un centre d'information et de documentation, muni d'une vaste sélection de livres et d'articles sur des thèmes aussi divers que l'évaluation nutritionnelle, les interventions se rapportant à la nutrition, la préparation aux situations d'urgence, etc. De nombreuses ONGs et organisations diverses ont consulté cette bibliothèque, notamment pendant la période de sécheresse ou de nombreuses ONGs ont établi des programmes dans le pays. Ceci a permis à ces organisations de ne pas "repartir à zéro" grâce à l'échange de connaissances et de compétences.
- ! Le CIS a développé une base de données, d'accès libre, qui reprend les informations des questionnaires successifs, des rapports des différentes organisations, etc. pour chaque district. De nombreuses organisations se servent de ces données.
- ! Le CIS a joué un rôle important au niveau des activités de formation, telles que le renforcement des connaissances en matière de techniques d'étude de l'état nutritionnel et l'utilisation des logiciels EPI-INFO et EPI-NUT. En juin 1993, le CIS a organisé un séminaire sur la surveillance nutritionnelle, auquel ont assisté plusieurs ONGs, le

Ministère de la Santé et l'UNICEF. Un aspect important du séminaire a concerné l'échange d'expériences sur la façon dont certaines interventions sur le plan nutritionnel, telles que les programmes d'alimentation thérapeutique et complémentaire, sont organisées par les différentes ONGs.

- ! Le CIS a dû rassembler une grande variété de cartes et s'est servi des logiciels LOTUS et Harvard Graphics pour produire sa propre série de cartes. D'autres ONGs et organisations diverses ont pu accéder à toutes ces cartes.
  
- ! Le CIS a organisé plusieurs réunions pour discuter avec les ONGs et autres organisations des problèmes rencontrés dans la province de Gaza. Le CIS a identifié, à plusieurs reprises, des problèmes dans cette province et si la réponse était jugée insuffisante, en partie à cause de la présence limitée d'ONGs, le CIS organisait alors ces réunions. LINK<sup>(2)</sup>, la cellule de coordination ONG qui n'existait pas lors du démarrage du projet CIS, a dans une large mesure repris l'organisation de telles réunions.

## 6. Le Contexte Post-Sécheresse et Après-Guerre

La pluviométrie normale de 1992/93 a mis fin à la sécheresse et, ce qui est plus important, l'Accord de Paix a été signé le 4 octobre 1992. Ceci a provoqué un mouvement important des populations déplacées à l'intérieur du pays et des

---

2 . LINK est une cellule indépendante de coordination ONG qui accepte comme membres toutes les ONGs (nationales et internationales) intervenant au Mozambique. Elle a pour objectif de stimuler une collaboration et une coordination plus poussées entre les ONGs internationales et mozambicaines et l'ONU, le gouvernement, les bailleurs de fonds et d'autres intervenants dans le domaine de l'aide humanitaire et des programmes de développement dans le pays ; renforcer les ONGs mozambicaines ; servir de forum pour la discussion des questions professionnelles et pratiques intéressant les ONGs ; présenter et plaider en faveur des approches des ONGs face aux organismes responsables des décisions et de la formulation de politiques ; appuyer l'Accord général de Paix et assurer la participation des ONGs à sa mise en application ; promouvoir la coopération régionale par rapport au rapatriement des réfugiés et à la réintégration de ces derniers et des personnes déplacées sur le plan interne.

réfugiés. Comme dans le cas de la sécheresse, aucun système n'existait pour contrôler ce mouvement ou son impact au niveau des districts. En l'absence d'une telle nécessité de contrôle, il est probable que le CIS aurait cessé de fonctionner après la sécheresse, mais il a été décidé d'adapter le projet afin de pouvoir utiliser le système dans le nouveau contexte. Le questionnaire a été modifié et de nouveaux thèmes ont été rajoutés. Le bulletin mensuel continue de s'intéresser à la sécurité alimentaire et à l'état nutritionnel des populations des districts, mais accorde la priorité au contrôle des mouvements de population et de leur impact.

Afin de contrôler le mouvement des populations, le système CIS collecte actuellement des informations sur le nombre de rapatriés/nouveaux arrivants officiellement enregistrés comme tels ; le nombre estimé des rapatriés/nouveaux arrivants n'étant pas officiellement enregistrés ; leur état général et nutritionnel ; le lieu où ils se trouvent (camps de transit, centres d'accueil, etc.) ; et les prestataires de service. Les nouveaux thèmes inclus au système CIS comprennent l'information sur les récoltes (prévisions et résultats), les programmes de réhabilitation agricole (distributions de semences et d'outils) et les réserves alimentaires. Des liens ont également été établis avec des ONGs dans les pays voisins ayant accueilli les réfugiés mozambicains, maintenant de retour dans leur pays. Ces ONGs comprennent l'ARC (American Refugee Committee) et l'IRC (International Rescue Committee), ainsi que des sections MSF. Les renseignements sur la situation au Mozambique sont pour ces organisations d'une valeur inestimable pour la planification de leurs programmes. Le bulletin continue à être rédigé en portugais, mais les chapitres décrivant la situation générale aux niveaux national et provincial, ainsi que d'autres informations d'intérêt particulier, sont présentés en anglais et en portugais.

La fin de la sécheresse et la réorientation des activités du CIS ont entraîné une modification de sa dénomination. Le sigle CIS étant déjà bien connu, les lettres n'ont pas été changées et représentent maintenant "Célula Inter-Secções" (Cellule inter-sections). Du fait de l'accroissement du nombre de destinataires, le bulletin tire actuellement à environ 600 exemplaires.

Compte tenu de sa large diffusion, chaque numéro du bulletin traite maintenant

d'un ou plusieurs thèmes plus spécifiques, jugés utiles dans le contexte de l'après-guerre. Les agents du CIS ont réalisé leurs propres analyses des mouvements de population, des enjeux de la distribution alimentaire et de la situation des réfugiés dans les pays voisins. Des articles rédigés par des experts dans certains domaines et sur des thèmes tels que les victimes des mines terrestres, les enjeux du foncier et les programmes de sensibilisation aux risques des mines, ont également été publiés.

## **7. Forces et Faiblesses du Système CIS**

En égard à ce qui précède, le CIS n'est évidemment pas un système d'alerte précoce ou de suivi épidémiologique. Il s'agit plutôt d'un système visant à collecter régulièrement toute une série d'informations afin d'obtenir un tableau général de la situation qui puisse servir à catalyser des actions appropriées<sup>(3)</sup>.

Le système possède quelques points faibles inhérents, dus essentiellement à son caractère opportuniste dépendant de la participation des différentes ONGs. Les principaux points faibles sont les suivants :

- ! Le système ne couvre pas tous les districts. En moyenne, des rapports sont reçus pour 40 à 50% seulement du nombre total de districts.
  
- ! La qualité des données est extrêmement variable, ceci étant notamment vrai pendant la première phase du projet. Des visites fréquentes sur le terrain et la formation d'enquêteurs locaux ont entraîné une amélioration globale de la qualité des données. Néanmoins, du fait des changements fréquents du personnel expatrié de certaines ONGs, il est difficile de maintenir une qualité de données uniforme.

---

3. Pour un aperçu et une discussion très intéressante du rôle de la surveillance nutritionnelle dans un contexte de famine, voir Helen Young et Susanne Jaspars, mai 1992.

- ! La collecte de données intervenant en sus du travail normal, les ONGs participantes n'ont pas toujours la possibilité d'assurer le suivi dans le cas de districts déclarés "à risque".

Un autre problème repose sur le fait qu'il est parfois difficile de savoir si les données collectées sont représentatives de la situation du district dans son ensemble. Au cours de la sécheresse, il était probablement préférable de généraliser la situation dans un district en tenant compte des informations de plusieurs localités qu'il ne l'est maintenant, les facteurs influençant les conditions telles que les mouvements de population étant vraisemblablement beaucoup plus localisés.

Le fait que le CIS n'ait aucun lien direct avec une organisation ayant pour mandat d'exécuter les recommandations du CIS constitue un inconvénient de taille. Le CIS représente une source d'information parmi d'autres dans un processus complexe de prise de décisions à différents niveaux, un processus qui n'est pas souvent transparent. Par conséquent, il est impossible de mesurer son impact véritable sur la prise de décisions.

En revanche, le CIS a joué le rôle important de stimuler la collaboration entre ONGs, notamment entre les organisations qui s'occupent de la collecte de données. Ayant acquis assez rapidement une certaine crédibilité grâce à la production régulière du bulletin et à l'éventail de données présentées, le CIS a indiscutablement joué un rôle important de catalyseur. De nombreux exemples montrent qu'il a débouché sur des actions spécifiques. Par ailleurs, il a identifié de nouveaux thèmes de recherche prioritaires. Ceci s'applique également au niveau local. Dans certains cas, le CIS a permis aux équipes de mieux apprécier la situation de sécurité alimentaire et de santé nutritionnelle. Certaines ONG ont pris l'habitude, grâce aux activités du CIS, de considérer la santé nutritionnelle dans le contexte plus large de la sécurité alimentaire.

Le bulletin est lu et utilisé par de nombreuses organisations au Mozambique et tout porte à croire qu'elles l'apprécient. Les réactions reçues de la part d'organisations dans les pays voisins suggèrent que sa valeur est également reconnue par les

agences intervenant auprès des réfugiés mozambicains.

En dernière analyse, le fait qu'il n'existe pas encore de système d'information comparable est un gage du succès du CIS.

## **8. Quel avenir (si avenir il y a) pour le CIS ?**

Il est opportun en ce moment (février 1994) de réfléchir à l'avenir du projet. La situation globale du pays s'est nettement améliorée, les premières prévisions concernant la récolte principale de cette année seront bientôt disponibles et la période de financement tire à sa fin. Ce genre de système de contrôle à grande échelle, avec ses bulletins mensuels, est-il encore nécessaire ?

Le Mozambique est dans une phase de transition ; le contexte d'urgence qui a vu la création du projet n'existe plus. Parmi les éléments qui caractérisent la situation actuelle, il convient de signaler :

- ! Une amélioration considérable de la situation de sécurité.
- ! Une situation de sécurité alimentaire nettement meilleure, grâce à des facteurs tels que la récolte 1993 supérieure à la moyenne, l'amélioration des livraisons de denrées alimentaires grâce à un meilleur accès routier et une certaine relance des marchés ruraux.
- ! Les problèmes que rencontrent certains groupes (rapatriés, habitants d'anciennes zones RENAMO ou de zones où les mines terrestres rendent l'accès particulièrement difficile) sont à un niveau de plus en plus souvent inférieur à celui du district. Le contrôle est plus difficile à ce niveau.
- ! Il existe dans le pays une plus grande capacité de réponse aux problèmes, y compris des urgences. L'accès plus facile a entraîné une plus grande efficacité et une certaine capacité aux niveaux des

provinces et districts. La présence de l'ONU s'est renforcée au niveau du terrain et notamment celle de l'UNHCR et de l'UNOHAC. Il existe également une tendance de plus en plus marquée vers la décentralisation de la prise de décisions de Maputo vers les provinces. Par conséquent, c'est surtout au niveau des capitales provinciales que le besoin se fait sentir d'informations de contrôle utiles sur le plan opérationnel qui puissent donner l'alerte et faciliter la détermination des priorités.

Le CIS est un système opportuniste qui se sert de la présence d'ONGs sur le terrain. L'ensemble du système dépend donc fortement de cette présence et le contexte de changement actuel s'accompagne d'une modification de la présence de ces ONGs. Les ONGs spécialisées dans des activités "d'urgence" (ou le personnel au sein de ces ONGs) cèdent progressivement la place aux organisations spécialisées davantage dans le "développement" et le long terme. Le réseau créé par le CIS connaîtra donc vraisemblablement des modifications importantes pendant les 12-18 prochains mois.

Les options en ce qui concerne l'avenir du CIS sont soit d'y mettre fin au terme de la période actuelle de financement (c.à.d. fin juin 1994), soit de le prolonger sous une forme sensiblement modifiée, pour en faire pratiquement un "nouveau" projet.

La première option pourrait se justifier dans le sens qu'il n'existe plus de besoin réel d'un système d'information de ce genre. Par ailleurs, la "transformation" d'un projet d'urgence tel que le CIS, qui utilise des moyens ne convenant peut être que dans un contexte d'urgence, en système de contrôle à plus long terme pourrait s'avérer impossible. Dès la fin du mois de juin 1994, le projet aura été opérationnel pendant deux ans et, globalement, aura atteint ses objectifs.

La deuxième option consisterait à utiliser, au profit d'un projet à plus long terme s'ajustant au nouveau contexte, les expériences, les compétences et le réseau de communications et de relations que le CIS a pu constituer durant sa période d'opération.

En cas d'acceptation d'un "nouveau" projet se servant de méthodes différentes de collecte de données, se concentrant sur un niveau d'analyse différent et produisant un bulletin moins fréquent, ces acquis pourraient s'avérer d'une grande utilité. A titre d'exemple, des postes de surveillance pourraient être sélectionnés dans les districts qui continueront de recevoir un afflux important de rapatriés et dans ceux qui souffrent d'une insécurité alimentaire chronique. Publier un bulletin tous les deux mois pourrait être plus utile, en même temps qu'il laisserait à l'équipe davantage de temps et d'énergie pour se concentrer sur la fourniture d'assistance technique aux ONGs sur le terrain et sur des analyses approfondies. Un projet théorique de ce genre aurait à préserver son indépendance et sa neutralité organisationnelle tout en faisant partie d'un réseau d'organisations intervenant dans le domaine des activités d'urgence et/ou des systèmes d'information. Ces thèmes sont à l'étude en ce moment.

## **9. Est-il possible d'entreprendre ailleurs des initiatives semblables ?**

Le CIS a vu le jour dans un contexte d'urgence dans le cadre d'une initiative locale du MSF, une ONG "orientée sur l'urgence". Dès le début, ses objectifs ont été définis en termes "d'actions" et les aspects pragmatiques l'ont systématiquement emporté sur la rigueur académique. Si le CIS a pu réussir jusqu'ici, c'est parce que le projet découle d'un besoin fortement ressenti par des organismes cherchant à faire face à la situation.

Compte tenu de l'investissement en temps et en énergie des différentes organisations participant à la création et l'entretien d'un tel système, il est indispensable que l'intérêt du système soit généralement reconnu.

Si tel est le cas, le démarrage d'initiatives semblables dans d'autres situations d'urgence est, a priori, possible sous réserve de :

- ! La présence d'un nombre important d'ONGs capables d'exécuter des activités d'urgence au niveau du terrain qui leur permettent de bien connaître la situation locale et d'entretenir des relations étroites avec

les organismes gouvernementaux à ce niveau.

- ! L'absence de systèmes alternatifs déjà existants qui puissent s'adapter pour faire face au besoin.
- ! La présence d'un organisme possédant des connaissances approfondies de la situation locale, une forte présence sur le terrain et un mélange suffisant d'enthousiasme et de professionnalisme.
- ! La présence de fonds disponibles dans l'immédiat, afin de permettre un démarrage rapide.
- ! L'existence d'un bon réseau de télécommunications, notamment dans le cas d'un grand pays. Dans un pays plus petit, un système de transport régulier peut compenser l'absence de bonnes télécommunications.

Comme le prouve l'exemple du CIS, une bonne communication entre ONGs n'est pas indispensable au début. Néanmoins, ce sera plus facile et plus rapide d'établir un tel système là où les ONGs connaissent déjà les programmes des uns et des autres et où il existe un esprit d'ouverture parmi les ONGs.

Les conditions énoncées ci-dessus supposent un contexte d'urgence. Il serait intéressant de savoir si des initiatives semblables ont été développées dans des pays qui ne sont pas en situation d'urgence mais qui ressentent le besoin d'échanger régulièrement des informations. Ceci pourrait s'appliquer dans le cas d'un grand nombre d'ONGs s'occupant de programmes et d'activités plus ou moins du même genre ou d'un pays en phase de transition entre l'urgence et le développement,...

## Références

Africa Watch, *Conspicuous Destruction: War, Famine and the Reform Process in Mozambique*, New York and Londres.

André, F, Boulanger, P, d'Altilia, J et Guillaume, J, Avril 1992, "Le Système d'Alerte Précoce (SAP)", *L'Approche Expert*.

Autier, P, d'Altilia, J, Delamalle, J et Vercruysse, J, "The Food and Nutrition Surveillance Systems of Chad and Mali: The "SAP" after Two Years", *Disasters*, Volume 13, No. 1.

Gouvernement du Mozambique en collaboration avec les Nations-Unies, mai 1992, "Appel d'Urgence pour la Sécheresse au Mozambique, 1992/93".

Gouvernement du Mozambique en collaboration avec les Nations-Unies, décembre 1992, "Programme d'Urgence au Mozambique 1993-94: Vers la Reconstruction".

Myers, G.W, septembre 1993, *Reintegration, Land Access and Tenure Security in Mozambique*.

SADCC, Cellule régionale d'Alerte précoce, Bulletins trimestriels sur la Sécurité alimentaire et Mises à jour sur la Sécurité alimentaire.

Sheehan, E et Croll, M, septembre 1993, *Landmine Casualties in Mozambique*.

Young, H et Jaspars, S, mai 1992, *Nutritional Surveillance: Help or Hindrance in Times of Famine?*.

## **Acronymes**

AEDES	Association Européenne pour le Développement et la Santé
ARC	American Refugee Committee
CE	Communauté Européenne
CIS	Célula Inter-Secções
DPCCN	Conseil National pour l'Aide d'Urgence
FAO	Food and Agriculture Organisation of the United Nations
IRC	International Rescue Committee
MSF	Médecins Sans Frontières
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNOHAC	Bureau des Nations Unies pour la Coordination de l'Aide Humanitaire
USAID	United States Agency for International Development

## **Appendices**

## **Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation"**

L'objectif du Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation" (RRN) est de faciliter la communication et l'échange d'idées et d'expériences entre membres clés des ONGs intervenant dans le domaine de l'aide d'urgence et de la réhabilitation. Les membres du réseau sont soit désignés par leur organisation, soit inscrits à titre individuel. Chaque année, les membres du réseau recevront 4 envois en anglais ou français : en mars et septembre le Bulletin d'Information et les Dossiers Thématiques et en juin et décembre, les Revues pluridisciplinaires sur l'actualité en matière de connaissances et techniques. Les membres du Réseau peuvent également obtenir des conseils sur tout problème technique ou opérationnel en faisant appel à l'expertise du ODI ou de ses partenaires européens. La cotisation annuelle varie selon le genre d'organisations.

Le RRN est administré par le ODI (Overseas Development Institute) en collaboration avec l'Association Européenne des Organisations Non-Gouvernementales pour l'Aide Alimentaire et l'Aide d'Urgence (EuronAid).

Le ODI est un institut de recherche indépendant, à but non-lucratif. L'Institut est engagé dans la recherche liée aux politiques sur un grand nombre de thèmes et problèmes affectant les relations économiques entre le Nord et le Sud et qui influencent les politiques sociales et économiques des pays en voie de développement.

EuronAid a pour but de fournir la logistique et des services financiers aux ONGs utilisant l'Aide Alimentaire de la CEE dans leurs programmes de développement et d'aide d'urgence. EuronAid est basé à la Haye et comprend 25 organisations membres et 4 ayant le statut d'observateur.

**Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter:**

***Relief and Rehabilitation Network - Overseas Development Institute  
Regent's College - Inner Circle, Regent's Park  
London NW1 4NS - United Kingdom  
Tel: (+44 71) 487 7413 - Fax: (+44 71) 487 7590  
Email: 10074:SKK1133 (Dialcom)  
Internet: odi@gn.apc.org (Inscrire à l'attention du RRN)***